

Renault organise une course pour la fermeture de Rueil : c'était la course au profit ?

l'étincelle

TECHNOCENTRE
Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire - mardi 16 septembre 2014

La sainte alliance contre les peuples

Ce lundi, au moment où s'ouvrait à Paris une première conférence internationale pour mener la guerre en contre les djihadistes de l'Etat Islamique (EI), l'aviation militaire française effectuait ses premiers raids sur l'Irak. Une guerre de plus s'ouvre.

L'enfer c'est toujours pour les autres

A la différence de la précédente guerre d'Irak, ou de celle d'Afghanistan qui dure depuis 13 ans, Obama promet aux Américains qu'il n'y aurait pas de troupes US au sol. Les USA se réserveront le ciel, bombardements et frappes « ciblées ». Hollande vient de lui emboîter le pas. Mais l'enfer sera bel et bien au sol. Il y sera pour les populations irakiennes une fois de plus victimes de bombes, des immeubles rasés au nom de la chasse aux islamistes, en plus d'être déjà victimes de la tyrannie de ceux-ci.

Oui la barbarie des bandes armées de l'EI est révoltante. Pas seulement quand elles assassinent des otages européens ou américains, mais par les crimes et exactions bien plus nombreux exercés contre la population.

Mais cette barbarie n'est que le produit de la barbarie des guerres qu'y mènent depuis des années les grandes puissances pour conserver leur domination sur la région et son pétrole.

D'où vient l'Etat Islamique ?

Car d'où viennent ces troupes qui se proclament Etat Islamique ? Avant de venir de Syrie, ce sont les bombardements puis la répression de toutes manifestations populaires en Irak qui leur a permis de recruter parmi les jeunes irakiens désespérés ou révoltés.

Ce fut par exemple en 2004 le massacre de Fallouja, où l'armée américaine, pour mater des manifestations, avait assiégé la ville, utilisé des bombes incendiaires et des munitions à l'uranium appauvri, causant des exodes de population et des naissances d'enfants difformes. En 2012-2013 de nouvelles répressions s'abattaient sur la ville, de la part du gouvernement de Bagdad mis en place par les USA, cette fois. Quoi d'étonnant que Fallouja ait été, dès janvier 2014, la première ville occupée sans peine par les troupes de l'EI, avec l'appui des chefs tribaux locaux ?

Une grande coalition de tous les assassins

Il suffit de lire la liste des invités de la conférence de Paris pour avoir la liste des véritables responsables du chaos au Moyen Orient.

Arabie Saoudite et Qatar sont là, qui ont été les principaux financiers des troupes de l'EI en Syrie.

Comme la Turquie, dirigée par l'islamiste Erdogan, qui facilitait le passage par sa frontière des combattants djihadistes et finançait certains d'entre eux. Car chacun d'entre eux tente de placer ses pions en Syrie pour l'après Assad. Sous l'œil vigilant des USA et de l'Europe qui laissent faire tant que cela permet de noyer sous les bombes la révolte sociale qui avait éclaté en Syrie en mars 2011, dans la foulée de celles de Tunisie et d'Egypte.

Présent aussi l'Egypte où l'armée continue la répression pour tenter d'en finir avec cette jeunesse qui avait manifesté sur la place Tahrir, d'interdire les grèves ouvrières qui avaient joué un si grand rôle dans la chute du dictateur Moubarak. Comme est présent le représentant du Bahreïn qui ne doit la survie de sa dictature qu'à l'écrasement de la révolte de 2011 par l'armée saoudienne.

Une guerre sans fin

La guerre de Libye de 2011 avait été menée exactement sur le modèle de celle qu'on nous promet pour l'Irak : au sol les bandes armées de chefs locaux et des troupes financées et entraînées par le Qatar, pendant que France, USA et Grande Bretagne se chargeaient des frappes aériennes (et du guidage des opérations au sol). Il ne s'agissait pas tant de renverser Kadhafi, que d'éviter que ce soit le peuple libyen qui le renverse lui-même. Aujourd'hui on a un pays en plein chaos.

La nouvelle guerre qui débute en Irak sera un prétendu « remède » pire que le mal. Mais pour tous ces gens-là, mieux vaut le chaos que la révolte sociale de ceux qui réclament pain et liberté.

Mutuelle à marche forcée

La loi oblige à mettre en place une mutuelle d'entreprise avant janvier 2016. Mais à Renault, ce sera un an plus tôt, avec des négociations entre direction et syndicats menées au pas de charge. Une précipitation qui a évité de prendre le temps de consulter et d'informer sérieusement les salariés.

Une liberté à sens unique

Chaque salarié Renault aura l'obligation d'adhérer à la mutuelle avec ses ayant-droits. Renault, par contre, a eu la liberté de faire un appel d'offres et de choisir la complémentaire santé auquel ses salariés doivent maintenant adhérer.

Cette liberté pour l'employeur résulte d'une décision du Conseil Constitutionnel. Saisi par des assureurs et par des courtiers, le Conseil a annulé la possibilité pour les partenaires sociaux d'imposer une complémentaire à toutes les entreprises d'une branche, prévue au départ dans la loi... au nom de la liberté d'entreprendre et de la Déclaration des Droits de l'Homme ! Une liberté dont sont privés les salariés.

Renault au minimum pour ses salariés

Renault prendra à sa charge 28,9 % des cotisations à la mutuelle (moyenne des 6 formules base et option). Moins que PSA (35 %) où ce n'était déjà pas terrible. Déductible de l'impôt sur les sociétés, évidemment...

Super journée : promesse de Gascon

Gascon, le nouveau directeur de l'Ingénierie, a annoncé le retour de la journée de l'équipe, avec cette année une visite en équipe du Mondial de l'Auto.

Auparavant, chacun avait une entrée gratuite et était libre d'y aller (ou pas) avec ses proches. Cette année, il faudra y aller avec son UET avec pour mission de visiter certains stands. Et de faire un rapport ?

Optimum : l'essayer n'est pas l'adopter

Certains services utilisent les missions Optimum pour mettre des salariés à l'essai sur des postes qui n'ont rien de temporaires. Après l'intérim, la période d'essai : c'est la précarité optimum.

Suicide au Plessis : la loi du silence

Pierre, un technicien Renault de 54 ans qui travaillait à la relation clientèle de la Direction après-vente, a été retrouvé pendu, lundi 8 septembre, dans des toilettes du bâtiment Arcade au Plessis. Consigne a été donnée sur place de ne pas en parler, « par respect pour le défunt ». Manière d'organiser le black-out sur ce suicide, qu'on a appris uniquement par la presse.

Il faut au contraire faire la lumière sur les raisons qui ont poussé Pierre à mettre fin à ses jours sur son lieu de travail. Ce serait ça le véritable respect.

Rueil dans nos mémoires

La direction a organisé une course à pied entre Rueil et Guyancourt à l'occasion du transfert des salariés du CTR au TCR (900 salariés de Rueil arrivent au Technocentre en septembre). Tout un symbole !

La fermeture définitive du site Rueil va en effet faire courir de nombreux salariés, mais dans les transports. Certains ont d'ailleurs préféré partir en GPEC pour éviter des temps de trajet à rallonge et la valse des réorganisations. Renault s'était pourtant engagé dans l'accord compétitivité à ne pas fermer de site.

De Rueil, on se souviendra de la grève de 1995 pour 1500 francs d'augmentation. 8 semaines de grève qui ont surpris tout le monde dans ce site de cols blancs peu revendicatif habituellement. Un site à l'arrêt, plus de 1000 grévistes qui scandaient « On n'est pas des moineaux, on ne veut pas des miettes »... Un slogan toujours d'actualité.

Démissionné contre sa volonté

Un salarié PEI du TCR a eu la surprise de recevoir une lettre recommandée de son employeur lui annonçant que sa démission était acceptée, alors qu'il n'a jamais voulu démissionner ! Le lendemain, sa voiture de fonction garée dans la rue disparaît. Il alerte la police, qui contacte PEI, qui confirme avoir pris le véhicule à l'insu du salarié...

Après avoir licencié en mai 4 salariés à Lardy pour des motifs fallacieux, la direction de PEI se croit tout permis. Ce qui n'a pas l'air de déranger Renault.

Baisse de la sécurité... de l'emploi

Seris a remporté le nouvel appel d'offres sur la prévention/sécurité au TCR. Exit donc Samsic début novembre. Sécurité, restauration, maintenance, nettoyage... : les salariés sont mis en difficulté régulièrement à chaque appel d'offres, au gré de la politique de réduction des coûts de Renault. Ça suffit.

Flins : tué par l'insécurité

Un intérimaire qui travaillait pour un sous-traitant a fait une chute mortelle de 12 mètres à Renault Flins, le 12 août dernier. Absence de filet de protection, de formation du salarié... : les règles de sécurité n'ont pas été respectées, ni par la société prestataire, ni par Renault qui a fait courir le bruit que l'intérimaire était en train de téléphoner ou qu'il n'avait pas fixé son harnais. Histoire de se dédouaner.

Vague de grève en Corée

En Corée après Hyundai et Kia, les travailleurs de Renault Samsung Motors se battent pour leur salaire gelé depuis deux ans (en plus des réductions d'effectif). Ils ont refusé une augmentation de 48 € proposée le 29 août suite à des débrayages et demandent l'intégration des primes de production dans leur salaire, soit 90 €/mois. Et ils ont raison.